



CREFOP
Centre-Val de Loire

**Comité Régional de l'Emploi, de la
Formation de l'Orientation
Professionnelles**

**Règlement intérieur CREFOP
Bureau, comité plénier,
commissions et groupes de travail, secrétariat permanent**

Région Centre-Val de Loire

04.12.2024

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6123-3 et R. 6123-3-12,

Vu le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu le décret n° 2024-560 du 18 juin 2024 relatif aux comités territoriaux pour l'emploi ;

1. Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP) et de ses instances : bureau ; comité plénier ; commissions et groupes de travail ; secrétariat permanent.

2. Le bureau

2.1. Missions

Le bureau prépare les réunions du comité. Il oriente et suit les travaux des commissions.

En application des dispositions combinées des articles L. 6123-3 et R 6123-3-9 du code du travail, il est chargé de la concertation entre l'Etat, la région et les organisations professionnelles et syndicales représentatives au plan national et interprofessionnel, notamment sur la désignation des opérateurs régionaux du conseil en évolution professionnelle, sur la répartition des fonds de la taxe d'apprentissage non affectés par les entreprises et sur les listes des formations éligibles au compte personnel de formation.

Il favorise dans ce cadre la définition et la mise en œuvre d'une stratégie régionale concertée en matière d'orientation professionnelle, de développement de l'alternance et de la formation professionnelle des salariés comme des demandeurs d'emploi.

Le bureau arrête en début d'année les dates des réunions du bureau et du comité plénier. Il établit un calendrier de travail annuel pour ces deux instances.

L'objet et la dénomination de chaque commission du CREFOP sont identifiés par le bureau qui les propose au comité plénier pour validation.

Le bureau propose au comité plénier pour validation la désignation du ou des président(s) de chaque commission, choisi(s) parmi les membres du comité.

Le bureau définit les mandats (nature des travaux, modalités de réalisation, calendrier, produits attendus) et les propose pour validation au comité plénier.

Le bureau propose au comité plénier pour validation le règlement intérieur du CREFOP.

2.2. Organisation et fonctionnement

2.2.1. Présidence

Le bureau est présidé conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional.

La vice-présidence du bureau est assurée conjointement par :

- a) un représentant des organisations professionnelles d'employeurs, désigné parmi les représentants, au bureau du CREFOP, des organisations professionnelles d'employeurs, représentatives au plan national et interprofessionnel
- b) un représentant des organisations syndicales de salariés, désigné parmi les représentants, au bureau du CREFOP, des organisations syndicales de salariés, représentatives au plan national et interprofessionnel.

2.2.2. Périodicité des réunions et ordre du jour

Le bureau se réunit au moins quatre fois par an, sur convocation conjointe du préfet de région et du président du conseil régional ou à la demande de la majorité de ses membres. L'ordre du jour est fixé par le préfet de région et le président du conseil régional, après concertation avec les deux vice-présidents.

2.2.3. Convocation

La convocation du bureau est effectuée conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional ou leur représentant, au moins 15 jours calendaires avant sa réunion et selon un calendrier annuel établi conjointement entre présidents et vice-présidents. Elle est adressée par courrier électronique par le secrétariat permanent.

Dans les cas d'urgence définis conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional, le délai de convocation du bureau est ramené à 48 heures.

2.2.4. Documents relatifs aux points à l'ordre du jour

Les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour sont mis à disposition dans la rubrique dédiée au CREFOP, avec un accès réservé aux membres, et/ou transmis par courrier électronique au moins 5 jours calendaires avant la date de la réunion ou 48 heures dans les cas d'urgence. En cas d'impossibilité, certains documents peuvent être remis sur table.

Il convient à chaque membre d'apporter son dossier le jour de la réunion. Les documents ne sont pas imprimés, à l'exception des documents qui seraient remis sur table.

2.2.5. Modalités de réunion

La réunion physique du bureau est à privilégier pour faciliter les échanges. Toutefois, le recours à la téléconférence peut être utilisé pour les réunions techniques.

Le recours à la consultation électronique est une modalité alternative et subsidiaire, notamment lorsque l'indisponibilité prévisionnelle d'une majorité des membres du Comité ne permet pas d'organiser une consultation dans le cadre d'une réunion physique ou par téléconférence.

2.3. Expression des avis des membres

La présence des membres est constatée par l'apposition de leur signature sur une feuille de présence, ou par le biais des connexions à distance en cas de téléconférence.

2.3.1. Quorum

Le quorum est atteint lorsqu'au moins neuf membres, dont deux membres pour l'Etat, deux membres pour la Région, trois membres pour les organisations syndicales et deux membres pour les organisations patronales sont présents ou représentés par un pouvoir.

Un membre titulaire ne peut détenir plus d'un pouvoir.

Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, la réunion est reportée à une date ultérieure, dans un délai maximum de 15 jours. La réunion porte sur le même ordre du jour. Aucun quorum n'est exigé lors de cette seconde réunion.

2.3.2. Modalités

La concertation entre acteurs est un des fondements de la gouvernance quadripartite. Lorsque l'avis de l'instance est requis, la concertation se caractérise par la recherche d'un consensus entre les membres du bureau. Cette recherche du consensus est retracée dans le compte rendu :

- Le consensus trouvé est ainsi acté dans le compte-rendu.
- A défaut de consensus, le compte-rendu acte de l'ensemble des positions exprimées.

3. Le comité plénier

3.1. La présidence du comité plénier

3.1.1. Présidence

Le CREFOP est présidé conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional.

3.1.2. Vice-présidence

La vice-présidence du comité est assurée conjointement par :

- a) un représentant des organisations professionnelles d'employeurs, désigné parmi les représentants, membres du comité, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national et interprofessionnel
- b) un représentant des organisations syndicales de salariés, désigné parmi les représentants, membres du comité, des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national et interprofessionnel

3.2. Fonctionnement

3.2.1. Périodicité des réunions et ordre du jour

Le comité plénier se réunit au moins deux fois par an, sur convocation conjointe du préfet de région et du président du conseil régional ou à la demande de la majorité de ses membres. L'ordre du jour est fixé par le préfet de région et le président du conseil régional, après concertation avec les deux vice-présidents.

3.2.2. Convocation

La convocation des membres titulaires et suppléants est adressée par courrier électronique par le secrétariat permanent au moins 15 jours calendaires avant la date fixée pour la réunion.

3.2.3. Documents relatifs aux points à l'ordre du jour

Les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour sont mis à disposition dans la rubrique dédiée au CREFOP, avec un accès réservé aux membres, et/ou transmis par courrier électronique au moins 5 jours calendaires avant la date de la réunion. En cas d'impossibilité, certains documents peuvent être remis sur table.

Il convient à chaque membre d'apporter son dossier le jour de la réunion. Les documents ne sont pas imprimés, à l'exception des documents qui seraient remis sur table.

3.2.4. Modalités de réunion

La réunion physique du comité plénier est à privilégier pour faciliter les échanges. Toutefois, le recours à la téléconférence peut être utilisé pour les réunions techniques.

Le recours à la consultation électronique est une modalité alternative et subsidiaire, notamment lorsque l'indisponibilité prévisionnelle d'une majorité des membres du Comité ne permet pas d'organiser une consultation dans le cadre d'une réunion physique ou par téléconférence.

3.3. Expression des avis des membres

La présence des membres est constatée par l'apposition de leur signature sur une feuille de présence.

3.3.1. Modalités

La concertation entre acteurs est un des fondements de la gouvernance quadripartite. Lorsque l'avis de l'instance est requis, la concertation se caractérise par la recherche d'un consensus entre les membres du comité plénier. Cette recherche du consensus est tracée dans le compte-rendu :

- Le consensus trouvé est ainsi acté dans le compte-rendu.
- A défaut de consensus, le compte-rendu acte l'ensemble des positions exprimées.

Pour permettre à tous les membres de s'exprimer, le temps de parole autorisé par membre au moment des débats est limité à 4 minutes par point de l'ordre du jour.

4. Commissions et groupes de travail

4.1. Commissions

4.1.1. Composition

Le CREFOP se dote des commissions nécessaires à son fonctionnement. Les commissions sont présidées ou co-présidées par l'Etat, la Région ou les partenaires sociaux. La composition des commissions prendra en compte la représentation du quadripartisme.

4.1.2. Pilotage des commissions

Le pilotage des commissions est organisé de la façon suivante :

- Le Président planifie, organise et anime les séances.
- Le Rapporteur est garant, en lien avec le Président et avec l'appui des techniciens mobilisés, du travail préparatoire, du bon état d'avancement des travaux de la Commission et de la remontée d'information auprès du Bureau et autres Commissions. Il étudie les sujets, propose à la Commission d'associer des acteurs, invités, personnalités qualifiés, experts qu'il juge nécessaires à la réalisation des travaux. Il rapporte devant le Bureau du CREFOP.
- Des techniciens seront mobilisés pour être en appui à la Commission en fonction des thématiques traitées. Il sera attendu un apport d'expertise, un outillage et un travail de préparation et d'organisation des travaux et supports.
- Le secrétariat de la Commission sera assuré par le secrétariat permanent du CREFOP aux niveaux administratifs (GIP ALFA Centre) et politico-techniques (quadripartisme).

Le CREFOP se dote de cinq commissions détaillées en annexe 3 avec présidence et rapporteur.

-> Les mandats des commissions sont annexés au Règlement intérieur (Cf. Annexe 3)

4.1.3. Fonctionnement

Le président ou coprésident de chaque commission anime et pilote les travaux nécessaires. Un rapporteur pourra être nommé parmi les membres de la commission.

Le secrétariat de ces commissions est assuré par le secrétariat permanent.

La présence des membres est constatée par l'apposition de leur signature sur une feuille de présence.

Chaque commission propose une feuille de route et rend compte de l'avancement de ses travaux au bureau qui assure la cohérence globale des travaux et leur bonne articulation. Les comptes rendus de réunions valent bilan d'activité. Les travaux des commissions sont présentés au comité plénier

4.1.3.1. Convocation

Les convocations des membres sont adressées par courrier électronique par le secrétariat permanent au moins 15 jours calendaires avant la date fixée pour la réunion par le secrétariat permanent. Elles sont accompagnées de l'ordre du jour.

4.1.3.2. Documents relatifs aux points à l'ordre du jour

Les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour sont mis à disposition dans la rubrique dédiée au CREFOP, avec un accès réservé aux membres, et/ou transmis par courrier électronique au moins 5 jours calendaires avant la date de la réunion. En cas d'impossibilité, certains documents peuvent être remis sur table.

Il convient à chaque membre d'apporter son dossier le jour de la réunion. Les documents ne sont pas imprimés, à l'exception des documents qui seraient remis sur table.

4.2. Groupes de travail

Pour l'exécution des missions du comité, des groupes de travail thématiques et/ou limités dans le temps peuvent être institués sur proposition du bureau, par le comité. Ces groupes de travail rendent compte de l'état d'avancement de leurs travaux au bureau ainsi qu'au comité.

5. Secrétariat permanent du CREFOP

Le CREFOP se dote d'un secrétariat permanent.

Celui-ci est assuré par :

- Le GIP Alfa Centre, pour la partie administrative :

Le secrétariat administratif exerce, pour le compte du comité plénier, du bureau, des commissions et des groupes de travail, une mission de fonctionnement courant : rédaction et diffusion des convocations et des ordres du jour fixés par les autorités concernées ; transmission des documents de travail ; rédaction et diffusion des comptes rendus de réunions ; mise en ligne des éléments mis à disposition des membres du CREFOP dans la rubrique dédiée sur le site du GIP ALFA Centre-Val de Loire

Pour faciliter la réalisation des comptes rendus de réunion, le secrétariat administratif peut être amené à enregistrer les débats des différentes instances du CREFOP.

Les comptes rendus sont établis par le secrétariat administratif et mis à disposition dans la rubrique dédiée au CREFOP, avec un accès réservé aux membres, sous trois semaines après la tenue de la réunion.

L'ensemble des documents de suivi des réunions est disponible pour les membres sur l'intranet du GIP Alfa Centre, avec un accès réservé dans la rubrique du CREFOP.

- **Des représentants du quadripartisme, pour la partie technique et politique**

Le secrétariat technique et politique est composé d'un représentant de l'Etat, d'un représentant de la Région et de deux représentants des partenaires sociaux.

Le secrétariat technique et politique exerce un rôle de coordination et d'alerte du comité plénier, du bureau ou des commissions et groupes de travail. Il s'assure de la bonne coordination des travaux et des calendriers et fait le lien entre les différentes commissions. Vis-à-vis du bureau, il veille et alerte sur un retard pris ou des difficultés rencontrées dans la réalisation des travaux.

Le secrétariat permanent ne dispose pas de budget dédié.

6. Invitation de personnalités qualifiées et d'autres acteurs

En tant que de besoin et pour chaque instance concernée (bureau ; comité plénier ; commissions ou groupe de travail) : les présidents, en concertation avec les vice-présidents des instances concernées, peuvent inviter conjointement des représentants de collectivités territoriales, d'opérateurs ne faisant pas partie du CREFOP, ou des personnalités qualifiées, à participer aux différentes instances, mais sans prendre part aux délibérations.

7. Adoption et modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur, adopté par le comité plénier, est valable pour la durée du mandat du comité.

Des modifications à ce règlement peuvent être apportées en cours de mandat sur proposition du bureau au comité plénier et validé par ce dernier.

ANNEXE 1

Objet des CREFOP

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, a créé les comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP).

Ces nouvelles instances permettent de rationaliser le nombre de lieux de concertation (par la fusion du conseil régional de l'emploi - CRE - et du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle - CCREFP), d'étendre leur champ de compétences aux problématiques connexes de l'orientation et de mettre ainsi en place les conditions d'une véritable gouvernance quadripartite, qui conditionne l'efficacité des politiques conduites dans les territoires en réponse aux attentes de la société civile et des usagers des services publics de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Le CREFOP assure à l'échelle régionale, l'articulation des politiques d'emploi, d'orientation et de formation professionnelles.

S'agissant de la gouvernance quadripartite, la loi du 5 mars 2014 met en exergue deux aspects qui en conditionnent l'effectivité :

- Le rôle pivot confié au bureau du CREFOP dans le fonctionnement du CREFOP. Instance resserrée des financeurs et disposant de compétences en propre, le bureau du CREFOP est avant tout un lieu de concertation. Il prend appui sur le travail de commissions ainsi que sur un secrétariat permanent, nécessaires à son fonctionnement.
- La concertation entre acteurs qui est un des fondements de la gouvernance quadripartite.

ANNEXE 2

Décret n° 2014-1055 du 16 septembre 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

NOR: ETSD1414402D

Publics concernés : membres du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Objet : définition des missions, de la composition et du fonctionnement des comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a créé les comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (CREFOP). Ces nouvelles instances permettent de rationaliser le nombre des lieux de concertation (par la fusion du conseil régional de l'emploi et du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle), d'étendre leur champ de compétences aux problématiques connexes de l'orientation et de mettre ainsi en place les conditions d'une véritable gouvernance quadripartite, qui conditionne l'efficacité des politiques conduites dans les territoires, en réponse aux attentes de la société civile et des usagers des services publics de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Le présent décret a pour objet de préciser la composition, les missions et les conditions de fonctionnement de cette instance, en prévoyant des adaptations spécifiques en outre-mer.

Références : le présent décret est pris pour l'application des dispositions législatives du code du travail issues de l'article 24 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. Les dispositions réglementaires du code du travail modifiées par le présent décret en Conseil d'Etat peuvent être consultées, dans leur rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6123-3, L. 6123-7 et L. 6523-6-1 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu l'avis du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie en date du 13 juin 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi en date du 18 juin 2014 ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Martin en date du 8 juillet 2014 ;

Vu l'avis du conseil régional de Guyane en date du 10 juillet 2014 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 10 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil régional de La Réunion en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil général de La Réunion en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil régional de Guadeloupe en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil général de Guadeloupe en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil général de Guyane en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 2 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil régional de Martinique en date du 3 juillet 2014 ;

Vu la saisine du conseil général de Martinique en date du 3 juillet 2014 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Article 1

A l'intitulé de la section 2 du chapitre III du titre II du livre Ier de la sixième partie du code du travail, les mots : « Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle » sont remplacés par les mots : « Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ».

Article 2

La section 2 du chapitre III du titre II du livre Ier de la sixième partie du code du travail est remplacée par les dispositions suivantes :

« Sous-section 1

« Missions

« Art. R. 6123-3. - I. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles est chargé des fonctions de diagnostic, d'étude, de suivi et d'évaluation des politiques nécessaires pour assurer la coordination entre les acteurs des politiques d'orientation, de formation professionnelle et d'emploi et la cohérence des programmes de formation dans la région, en lien avec le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles mentionné à l'article L. 6123-1.

« II. - Pour l'exercice de ces fonctions, le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles s'appuie en tant que de besoin sur les études et les travaux d'observation réalisés notamment par :

« 1° Les collectivités territoriales ressortissant du territoire régional ;

« 2° Le Conseil économique, social et environnemental régional ;

« 3° Pôle emploi ;

« 4° Les services statistiques de l'Etat et les organismes publics d'étude et de recherche ;

« 5° Les organismes paritaires de gestion et d'observation des branches professionnelles, présents dans la région ;

« 6° Le Centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation - observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle.

« III. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles est informé :

« 1° Chaque année, par les services compétents de l'Etat, du montant des sommes collectées au titre de la taxe d'apprentissage et de leurs affectations, ainsi que du financement des contrats de professionnalisation ;

« 2° Des projets d'investissement et des moyens d'intervention dont disposent les services régionaux de Pôle emploi.

« Il est, en outre, destinataire des comptes rendus des séances plénières et des commissions du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, ainsi que de ses études et travaux.

« Art. R. 6123-3-1. - Chaque année, le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles établit un bilan régional des actions financées au titre de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles selon une méthodologie définie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

« Art. R. 6123-3-2. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles émet, avant leur adoption ou leur conclusion, un avis sur :

« 1° Les conventions régionales pluriannuelles de coordination de l'emploi, de l'orientation et de la formation relevant de l'article L. 6123-4 ;

« 2° La carte régionale des formations professionnelles initiales mentionné à l'article L. 214-13-1 du code de l'éducation ;

« 3° Les programmes relevant du service public régional de formation professionnelle dont celui prévu à l'article L. 5211-3, ainsi que le projet de convention élaboré en application de l'article L. 6121-4 ;

« 4° Le cahier des charges prévu à l'article L. 6111-5, fixant des normes de qualité aux organismes participant au service public régional de l'orientation ;

« 5° La convention annuelle de coordination relative au service public de l'orientation professionnelle conclue entre l'Etat et la région prévue à l'article L. 6111-3.

« Les avis sont rendus publics par le comité et sont transmis au Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

« **Sous-section 2**

« **Composition**

« Art. R. 6123-3-3. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles est composé, outre le préfet de région et le président du conseil régional, de membres nommés par arrêté du préfet de région :

« 1° Six représentants de la région désignés par le conseil régional ;

« 2° Six représentants de l'Etat :

« a) Le ou les recteurs d'académie ;

« b) Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (*DIRECCTE*) (à date, *DREETS CVL*) ;

« c) Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (*DRJSCS*) ;

« d) Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (*DRAAF*) ;

« e) Les autres représentants de l'Etat restant à nommer après application des a à d, désignés par le préfet de région ;

« 3° Des représentants des organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs sur proposition de leur organisation respective :

« a) Un représentant de chaque organisation syndicale de salariés, représentative au plan national et interprofessionnel ;

« b) Un représentant de chaque organisation professionnelle d'employeurs, représentative au plan national et interprofessionnel ;

« c) Un représentant de chaque organisation professionnelle d'employeurs représentative au plan national et multi professionnel ;

« d) Deux représentants des organisations syndicales intéressées. Ces organisations sont déterminées par l'arrêté du ministre en charge de l'emploi et de la formation professionnelle prévu à l'article R. 6123-1-8 ;

« 4° Un représentant pour chacun des trois réseaux consulaires sur proposition de leur organisation respective ;

« 5° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles dans la région, dont un représentant du regroupement d'établissements d'enseignement supérieurs constitué en application des dispositions combinées de l'article L. 718-2 et du 2° de l'article L. 718-3 du code de l'éducation, le directeur régional de Pôle emploi, le délégué régional de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, le représentant régional des Cap emploi, le directeur du fonds de gestion du congé individuel de formation, le président de l'association régionale des missions locales, le délégué en région de l'association pour l'emploi des cadres mentionné au L. 6111-6, le directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur la formation et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que le directeur régional de l'office national d'information des enseignements et des professions.

« Les représentants désignés en application du 1° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes, conformément au principe de parité tel que défini à l'article L. 6123-3. Les représentants désignés au titre du e du 2° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes s'ils sont en nombre pair, et au moins une personne de chaque sexe si leur nombre est impair et au moins égal à deux.

« Les membres mentionnés au 5° du présent article siègent sans voix délibératives.

« Art. R. 6123-3-4. - Les collectivités départementales du ressort de la région sont associées aux réflexions et travaux conduits par le comité en matière d'insertion professionnelle, selon des modalités définies dans son règlement intérieur.

« Art. R. 6123-3-5. - Pour chaque représentant, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions que le titulaire.

« Les suppléants peuvent assister avec les titulaires aux séances du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles.

Ils ne délibèrent qu'en l'absence des membres titulaires.

« Pour les représentants ayant la qualité de membres du bureau du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, mentionné à l'article R. 6123-3-9, un second suppléant peut être désigné dans les mêmes conditions que pour le titulaire.

« Art. R. 6123-3-6. - Les membres du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles sont nommés pour une durée de trois ans.

« Toute vacance ou perte de la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés donne lieu à remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

« Art. R. 6123-3-7. - Avant de procéder à la nomination des membres du comité en application de l'article R. 6123-3-3, le préfet de région consulte le président du conseil régional sur la nomination, au titre du 5° de cet article, de représentants d'opérateurs qui n'y sont pas mentionnés, dans la limite de trois.

« **Sous-section 3**

« **Organisation et fonctionnement**

« Art. R. 6123-3-8. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ainsi que son bureau sont présidés conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional.

« La vice-présidence du comité et de son bureau est assurée conjointement par :

« a) Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs, désigné par les représentants mentionnés au b du 3° de l'article R. 6123-3-3 pour le comité et au 3° de l'article R. 6123-3-10 pour le bureau ;

« b) Un représentant des organisations syndicales de salariés, désigné par les représentants mentionnés au a du 3° de l'article R. 6123-3-3 pour le comité et par les représentants mentionnés au 3° de l'article R. 6123-3-10 pour le bureau.

« Art. R. 6123-3-9. - Le bureau prépare les réunions du comité régional. Il oriente et suit les travaux des commissions prévues mentionnées à l'article R. 6123-3-13.

« Il est chargé de la concertation entre l'Etat, la région et les organisations professionnelles et syndicales représentatives au plan national et interprofessionnel sur les sujets mentionnés aux articles L. 6111-6, L. 6121-1, L. 6241-3, L. 6241-10, L. 6323-3, L. 6323-16 et L. 6323-21.

« Il favorise dans ce cadre la définition et la mise en oeuvre d'une stratégie régionale concertée en matière d'orientation professionnelle, de développement de l'alternance et de formation professionnelle des salariés comme des demandeurs d'emploi.

« Art. R. 6123-3-10. - Le bureau comprend :

« 1° Quatre représentants de l'Etat, dont le préfet de région et trois représentants désignés par lui parmi ceux mentionnés au 2° de l'article R. 6123-3-3, dont le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et le recteur ou, lorsque le ressort de la région comprend celui de plus d'un rectorat, un des recteurs, désigné par le ministre chargé de l'éducation ;

« 2° Quatre représentants de la région, dont le président du conseil régional et trois représentants désignés par le conseil régional parmi ceux mentionnés au 1° de l'article R. 6123-3-3 ;

« 3° Un représentant dans la région de chaque organisation syndicale de salariés et de chaque organisation professionnelle d'employeurs mentionnés aux a et b du 3° de l'article R. 6123-3-3, représentative au plan national et interprofessionnel.

« Art. R. 6123-3-11. - En tant que de besoin, le président du conseil régional et le préfet de région peuvent inviter conjointement des représentants de collectivités territoriales ou d'opérateurs ne faisant pas partie du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, ou des personnalités qualifiées, à participer aux séances plénières du comité sans prendre part aux délibérations relatives aux avis mentionnés à

l'article R. 6123-3-2, à celles du bureau ou celles des commissions mentionnées à l'article R. 6123-3-13.

« Art. R. 6123-3-12. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles adopte un règlement intérieur qui fixe l'organisation de ses travaux.

« Art. R. 6123-3-13. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles se dote des commissions nécessaires à son fonctionnement ainsi que d'un secrétariat permanent.

« Art. R. 6123-3-14. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles se réunit au moins deux fois par an, sur convocation conjointe du préfet de région et du président du conseil régional qui fixent l'ordre du jour, ou à la demande de la majorité de ses membres.

« La convocation est accompagnée des documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

« Art. R. 6123-3-15. - La convocation du bureau du comité est effectuée conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional au moins cinq jours avant sa réunion. Elle est accompagnée des documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour.

« Dans les cas d'urgence définis conjointement par le préfet de région et le président du conseil régional pour la mise en œuvre des dispositions du cinquième alinéa de l'article L. 6123-3, le délai mentionné au premier alinéa est ramené à 48 heures.

« Le bureau est réputé s'être prononcé à l'expiration du délai mentionné au précédent alinéa.

»

Article 3

I. - Le chapitre Ier du titre II du livre V de la sixième partie du code du travail est abrogé.

II. - Au chapitre III du titre II du livre V de la sixième partie du même code, il est ajouté une section 5 ainsi rédigée :

« Section 5

« Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

« Sous-section 1

« Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

« Art. R. 6523-15. - La section 2 du chapitre III du titre II du livre Ier de la présente partie s'applique en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique et à La Réunion sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Art. R. 6523-16. - I. - Les articles R. 6123-3-3, R. 6123-3-4 et R. 6123-3-10 ne sont pas applicables.

« II. - Pour l'application de l'article R. 6123-3-9, les mots : "national et" sont supprimés.

« Art. R. 6523-17. - Outre les attributions dévolues au comité régional par les articles R. 6123-3 à R. 6123-3-2, le comité de chacune des collectivités mentionnées à l'article R. 6523-15 est chargé :

« a) D'émettre un avis sur la charte ou le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme établi sous l'égide du préfet et du président du conseil régional en Guadeloupe et à La Réunion, du préfet et du président de l'assemblée en Guyane, ou du préfet et du président du conseil exécutif en Martinique ;

« b) D'examiner toute question relative à l'emploi et à la formation professionnelle en mobilité.

« Art. R. 6523-18. - Au III de l'article R. 6123-3, sont ajoutées après le troisième alinéa les dispositions suivantes :

« 3° Chaque année, des activités de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité et du service militaire adapté dans la collectivité ;
« 4° Chaque année, du bilan des activités du conseil général, de l'assemblée de Guyane ou de l'assemblée de Martinique en matière d'aide à l'insertion sociale et professionnelle ;
« 5° Chaque année, par les services compétents de l'Etat, des données relatives au département d'outre-mer concernées figurant dans les états statistiques et financiers des organismes paritaires collecteurs agréés.

« Art. R. 6523-19. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle est composé, outre le préfet ou son représentant et, selon le cas, le président du conseil régional en Guadeloupe et à La Réunion, le président de l'assemblée de Guyane ou le président du conseil exécutif de la Martinique, de membres nommés par arrêté du préfet :

« 1° Huit représentants de l'Etat :

« a) Le recteur d'académie ;

« b) Le chef de corps commandant le régiment du service militaire adapté présent dans la collectivité ;

« c) Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

« d) Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

« e) Le directeur de la mer ;

« f) Le directeur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ;

« g) Un représentant local de l'administration pénitentiaire ;

« h) Un autre représentant de l'Etat désigné par le préfet ;

« 2° Sept représentants de la région désignés par le conseil régional, ainsi que le président du conseil général ou son représentant en Guadeloupe et à La Réunion, huit représentants de l'assemblée de Guyane et huit représentants de l'assemblée de la Martinique ;

« 3° Un nombre compris entre cinq et onze au titre du a comme du b de représentants désignés par leurs organisations respectives :

« a) Des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées désignées par l'arrêté du ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle prévu au 6° de l'article R. 6123-1-8 ;

« b) Des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau régional et interprofessionnel, ou au niveau multi professionnel, ainsi que de chacun des trois réseaux consulaires ;

« 4° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles implantés localement, dont un représentant du regroupement des établissements d'enseignement supérieur constitué en application des dispositions combinées de l'article L. 718-2 et du 2° de l'article L. 718-3 du code de l'éducation, le directeur régional de Pôle emploi, le représentant régional des Cap emploi, le directeur du fonds de gestion du congé individuel de formation, le président de l'association régionale des missions locales, le délégué en région de l'association pour l'emploi des cadres, le directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle, le directeur régional de l'Office national d'information des enseignements et des professions, le président du conseil économique, social et environnemental régional, le directeur de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelles des personnes handicapées, et le délégué régional de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité.

« Les représentants désignés en application du 2° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes, conformément au principe de parité tel que défini à l'article L. 6123-3. Le représentant désigné en application du h du 1° de l'article R. 6523-19 doit être du sexe qui a le moins de représentants nommés en application des a à g.

« Les membres mentionnés au 4° du présent article siègent sans voix délibératives.

« Pour l'application du présent article, le préfet arrête le nombre et la liste des organisations représentatives au niveau régional mentionnées au a et b du 3° de l'article R. 6523-19, en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie et du chapitre II du titre V du même livre.

« Art. R. 6523-20. - Afin d'obtenir le même nombre de représentants, d'une part, des organisations syndicales et, d'autre part, des organisations professionnelles augmentées des représentants des réseaux consulaires, le préfet peut nommer des représentants supplémentaires d'une organisation syndicale ou professionnelle. Selon le cas, les sièges supplémentaires sont attribués aux organisations syndicales de salariés ayant obtenu les meilleurs résultats dans le cadre de la mesure de l'audience effectuée en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie ou aux organisations professionnelles d'employeurs dont la mesure d'audience effectuée en application des dispositions du chapitre II du titre V du livre Ier de la deuxième partie est la plus importante.

« Art. R. 6523-21. - Le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles constitue en son sein en un bureau comprenant :

« 1° Trois représentants de l'Etat, dont le préfet de région, le recteur et un représentant de l'Etat désigné par le préfet de région parmi ceux mentionnés au 1° de l'article R. 6123-19 ;

« 2° Trois représentants des collectivités territoriales investies des compétences en matière de formation et d'orientation professionnelles, selon les modalités suivantes :

« a) En Guadeloupe et à La Réunion, trois représentants de la région, dont le président du conseil régional et deux représentants de la région désignés par lui parmi ceux qui ont été nommés en application du 2° de l'article R. 6523-19 ;

« b) En Guyane, trois représentants de l'assemblée de Guyane dont son président et deux représentants désignés par lui parmi ceux qui ont été nommés en application du 2° de l'article R. 6523-19 ;

« c) En Martinique, trois représentants de l'assemblée de Martinique dont le président du conseil exécutif et deux représentants désignés par lui parmi ceux qui ont été nommés en application du 2° de l'article R. 6523-19 ;

« 3° Quatre représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national et interprofessionnel ou au plan régional et interprofessionnel et des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national et interprofessionnel ou représentatives au niveau régional et interprofessionnel, désignés sur proposition du collège constitué par l'ensemble des représentants des partenaires sociaux mentionnés au 3° de l'article R. 6523-19.

« Dans le cas où aucun accord ne peut être obtenu au sein du collège mentionné à l'alinéa précédent dans un délai d'un mois à compter de la saisine à cet effet de tous ses membres par le préfet de région, celui-ci désigne deux organisations syndicales de salariés et deux organisations professionnelles d'employeurs dont l'audience, mesurée suivant les dispositions des titres II et V du livre Ier de la deuxième partie, est la plus forte.

« Sous-section 2
« Saint-Barthélemy et Saint-Martin

« Art. R. 6523-22. - Les dispositions de la sous-section 1 de la présente section, à l'exclusion de l'article R. 6523-19, sont applicables à Saint-Barthélemy et Saint-Martin sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Les attributions du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, sont exercées par le comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ;

« 2° Les attributions dévolues au préfet de région sont exercées par le représentant de l'Etat à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin ;

« 3° Les compétences dévolues au président du conseil régional sont exercées par le président du conseil territorial ;

« 4° Les références à la région, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion sont remplacées par celles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

« 5° Les références au conseil général sont remplacées par celles du conseil territorial.

« Art. R. 6523-23. - Le Comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle est composé, outre le représentant de l'Etat à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin et le président du conseil territorial, de membres nommés par arrêté du représentant de l'Etat dans chacune des collectivités :

« 1° Six représentants de l'Etat :

« a) Le recteur d'académie ou son représentant ;

« b) Le chef de corps commandant le régiment du service militaire adapté présent en Guadeloupe ou son représentant ;

« c) Le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE) ou son représentant ;

« d) Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) ou son représentant ;

« e) Deux autres représentants des services de l'Etat désignés par le représentant de l'Etat ;

« 2° Six représentants de la collectivité d'outre-mer désigné par le président du conseil territorial ;

« 3° Un nombre compris entre quatre et huit, au titre du a comme du b, de représentants désignés par leurs organisations respectives :

« a) Des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées désignées par l'arrêté du ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle prévu au 6° de l'article R. 6123-1-8 ;

« b) Des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau régional et interprofessionnel ou au niveau multi- professionnel, ainsi que de la chambre économique multi professionnelle à Saint-Barthélemy et de la chambre consulaire interprofessionnelle à Saint-Martin.

« 4° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles implantés localement dont le directeur de l'institut universitaire, le directeur régional de Pôle emploi, le directeur du fonds de gestion du congé individuel de formation, le directeur de l'association régionale des missions locales, le représentant du réseau des associations de financement des créateurs-repreneurs d'entreprise, le directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle, le président du comité économique, social et environnemental régional, le directeur régional de l'Office national d'information des enseignements et des professions ainsi que le directeur régional de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité ou leurs représentants.

« Les représentants désignés en application du e du 1° et du 2° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes, conformément au principe de parité tel que défini à l'article L. 6123-3.

« Les membres mentionnés au 4° du présent article siègent sans voix délibératives.

« Pour l'application du présent article, le représentant de l'Etat arrête la liste des organisations représentatives au niveau local mentionnées aux a et b du 3°, en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie et du chapitre II du titre V du même livre.

« **Sous-section 3**

« **Saint-Pierre-et-Miquelon**

« Art. R. 6523-24. - Les dispositions de la sous-section 1 de la présente section, à l'exception de celles du II de l'article R. 6523-16, du a de l'article R. 6523-17, de l'article R. 6523-18 en ce qu'il ajoute un 3° et un 4° au III de l'article R. 6123-3, de l'article R. 6523-19 et de l'article R. 6523-21, sont applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon sous réserve des adaptations suivantes :

« 1° Les attributions du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, sont exercées par le comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ;

« 2° Les attributions dévolues au préfet de région sont exercées par le représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

« 3° Les compétences dévolues au président du conseil régional sont exercées par le président du conseil territorial ;

« 4° Les références à la région, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion sont remplacées par celles de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

« 5° Les références au conseil général sont remplacées par celles du conseil territorial ;

« 6° L'article R. 6123-3-4 n'est pas applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Art. R. 6523-25. - Le comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle est composé, outre le représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon et le président du conseil territorial, de membres nommés par arrêté du représentant de l'Etat :

« 1° Quatre représentants de l'Etat :

« a) Le chef de service de l'éducation nationale ;

« b) Le directeur de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population ;

« c) Le correspondant aux droits des femmes et à l'égalité ;

« d) Le directeur du centre pénitentiaire ;

« 2° Trois représentants de la collectivité d'outre-mer désigné par le président du conseil territorial ;

« 3° Un nombre compris entre quatre et six, au titre du a comme du b, de représentants désignés par leurs organisations respectives :

« a) Des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées désignées par l'arrêté du ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle prévu au 6° de l'article R. 6123-1-8 ;

« b) Des organisations professionnelles d'employeurs les plus représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales des salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel, dans la région au niveau interprofessionnel ou multi professionnel, ainsi que de la chambre d'agriculture, du commerce, d'industrie et des métiers ;

« 4° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles implantés localement dont le directeur régional de Pôle emploi, le chef du centre d'information et d'orientation et le directeur du groupement d'intérêt public Expertise, mobilisation et valorisation des initiatives vers l'emploi (EMVIE).

« Les représentants désignés en application du 2° comprennent au moins une personne de chaque sexe.

« Chaque membre du conseil émet un avis sauf les membres mentionnés au 4° du présent article. Ils peuvent, le cas échéant, être entendus pour éclairer les débats.

« Pour l'application du présent article, le représentant de l'Etat arrête la liste des organisations les plus représentatives au niveau local mentionnées aux a et b du 3° en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie et du chapitre II du titre V du même livre.

« Art. 6523-26. - Le comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles constitue en son sein un bureau comprenant le représentant de l'Etat, le président du conseil territorial, un représentant des organisations syndicales de salariés représentatives au plan national et interprofessionnel et un représentant des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national et interprofessionnel.

« Les représentants des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs représentatives sont désignés sur proposition du collège constitué par l'ensemble des personnes nommées au titre du 3° de l'article R. 6523-26. Dans le cas où aucun accord ne peut être obtenu sur cette désignation dans le délai d'un mois à compter de la saisine à cet effet des membres concernés par le représentant de l'Etat, celui-ci désigne, pour le choix des deux membres du bureau l'organisation syndicale de salariés et l'organisation professionnelle d'employeurs dont l'audience, mesurée suivant les dispositions des titres II et V du livre Ier de la deuxième partie est la plus forte. »

Article 4

Pour l'application en Guyane et en Martinique de la sous-section 1 de la section 5 du chapitre III du titre II du livre V de la sixième partie du code du travail, et jusqu'à la date de la première réunion suivant la première élection de l'assemblée de Guyane et de l'assemblée de Martinique créées en application des dispositions de la loi du 27 juillet 2011 susvisée :

1° Au a de l'article R. 6523-17, la charte ou le plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme sur laquelle le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles émet un avis est établi sous l'égide du préfet et du président du conseil régional ;

2° Au 4° de l'article R. 6523-18, le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle est informé du bilan des activités du conseil général en matière d'aide à l'insertion sociale et professionnelle ;

3° A l'article R. 6521-19, le comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles est co-présidé par le président du conseil régional, et composé de sept représentants de la région désignés par le conseil régional ainsi que du président du conseil général ou de son représentant ;

4° Au 2° de l'article R. 6523-21, le bureau du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles est composé de deux représentants dont le président du conseil régional et un représentant de la région désigné par lui parmi ceux qui ont été nommés en application du

2° de l'article R. 6523-19.

Article 5

I. - Le code du travail est ainsi modifié :

1° Les articles R. 5112-19 à R. 5112-22, R. 6111-1 à R. 6111-5, D. 6123-18 à D. 6123-27 et la section 2 du chapitre Ier du titre II du livre V de la cinquième partie sont abrogés ;

2° Aux articles R. 2325-8, D. 3341-4, R. 4614-26, R. 4614-27, D. 5121-2, au 2° de l'article R. 5121-14, aux articles R. 5134-163, R. 6222-12, R. 6222-13, R. 6232-23, R. 6241-21, R. 6252-7, R. 6341-2 et R. 6362-8, les mots : « comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle » et les mots : « comité régional de l'emploi » sont remplacés par les mots : « comité régional de l'emploi, de la formation de l'orientation professionnelles ».

II. - Aux articles D. 214-7, R. 237-10, D. 2317-11, D. 237-14, R. 241-22, D. 313-24, R. 335-19, D. 335-38, D. 335-39, D. 335-43 du code de l'éducation, les mots : « comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle » et les mots : « comité régional de l'emploi » sont remplacés par les mots : « comité régional de l'emploi, de la formation de l'orientation professionnelles ».

III. - Aux articles D. 312-193-5, R. 328-97, D. 328-112, R. 531-2, R. 581-2 du code de l'action sociale et des familles, les mots : « comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle » et les mots : « comité régional de l'emploi » sont remplacés par les mots : « comité régional de l'emploi, de la formation de l'orientation professionnelles ».

Article 6

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et la ministre des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 16 septembre 2014.

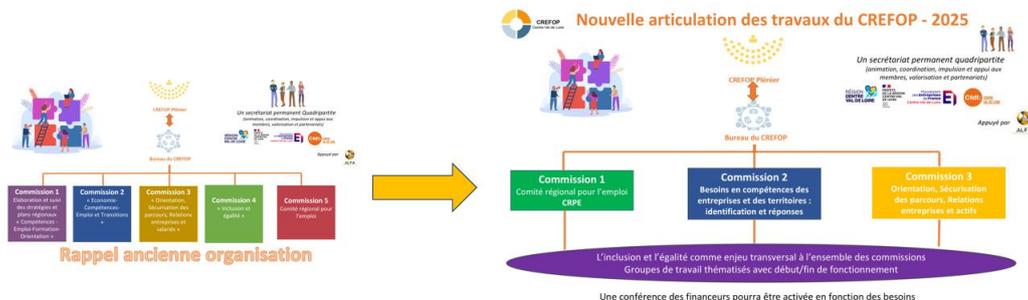
Manuel Valls

Par le Premier ministre :

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,



Nouveau périmètre des commissions suite au Bureau du CREFOP du 22 01 2025



Commission 1

Comité régional pour l'emploi, CRPE

La commission 1 est co-présidée par l'État et la Région.
La vice-présidence est assurée par les partenaires sociaux.

La Commission 1, CRPE, dispose de son propre arrêté de composition pour intégrer les départements.

Mandat de la commission :

- Piloter, coordonner et adapter aux situations régionales la mise en œuvre des orientations stratégiques du Comité national pour l'emploi (CNPE)
- Veiller à la mise en œuvre des actions du « patrimoine commun », relevant de la refonte du processus d'accompagnement des demandeurs d'emploi (inscription, auprès de France travail, orientation vers les référents chargés de l'accompagnement, contrat d'engagement, sanctions, redevabilité) et de la réponse aux difficultés de recrutement des entreprises
- Veiller au déploiement des dispositifs nationaux de politiques publiques et des grands programmes nationaux comme France 2030 et Territoires d'industrie, en cohérence avec les travaux du CREFOP, le CRDPFOP, les différents schémas régionaux comme SRDEII, SRADETT, santé, mobilité ... dans un objectif de facilitation de retour à l'emploi notamment pour les personnes les plus en difficulté (personnes en insertion, minimas sociaux, personnes en situation d'handicap, réfugiés, demandeurs d'emploi de longue durée, etc.) et de réponse aux besoins des entreprises / veiller à leur articulation, coordonner leurs orientations
- Participer au suivi des conventions Etat Région, notamment le protocole d'expérimentation « France Travail » 2023-2025 signé le 10/11/2023
- Réunir des conférences de financeurs pour l'insertion sociale et professionnelle autour d'objectifs partagés régionalement, y compris départementalement et localement, les besoins étant identifiés de manière ascendant à partir du territoire local
- De prendre en compte les besoins exprimés par les comités locaux et départementaux pour l'emploi, dans une logique ascendante, identifier les bonnes pratiques pour essayer = lieu de capitalisation et de surveillance des signaux faibles
- Informer sur l'ensemble des dispositifs et politiques d'accès et retour à l'emploi, à l'anticipation des mutations économiques
- Assurer la concertation relative aux politiques de l'emploi dans la région, de coordination des membres du RPE s'agissant notamment des interventions de la Région, de l'Etat et de l'opérateur France Travail en matière de formation professionnelle et de réponse aux besoins des entreprises
- Partager sa feuille de route en CAR avec les préfets de département afin de s'assurer de la bonne articulation avec les feuilles de route départementales.
- Au sein du CREFOP, le CRPE est le lieu de coordination des acteurs du RPE et intervient en cohérence et en articulation avec les autres missions et commissions du CREFOP.

Commission 2

Besoins en compétences des entreprises et des territoires : identification et réponses

Président : État - DREETS

Rapporteur : Partenaires sociaux – Organisations professionnelles d'employeurs (Medef)

Référent SP CREFOP : SP Organisations professionnelles d'employeurs (Medef)

Mandat de la commission :

- **Développer et promouvoir les travaux visant à mieux faire exprimer les besoins en compétences des acteurs économiques du territoire, à mieux les identifier et assurer leur collecte pour les mettre à disposition des acteurs décideurs,**
 - Tirer les enseignements des méthodologies expérimentées et des actions conduites dans le cadre du chantier IBC pour faire évoluer les pratiques des acteurs ;
 - Intégrer les travaux GPECT pour faciliter la complémentarité des actions de détection & développement des compétences sur les territoires ;
 - Suivre les travaux réalisés par les acteurs du réseau pour l'emploi...
- **Analyser la pratique des acteurs en matière de réponse aux besoins en emploi et compétences identifiées et proposer au Bureau une méthodologie permettant une approche commune, une meilleure coordination et une plus grande complémentarité des opérateurs et des dispositifs**
 - Quelle organisation de consultation des acteurs (Branches professionnelles / OPCO / France Travail / acteurs du quadripartisme) ?
 - Comment désiloter et éviter l'entrée par dispositif ?
 - Comment partager des informations visant à nourrir une offre de services d'accompagnement des entreprises, de réponse aux besoins en compétences et d'évolution de l'appareil de formation tout au long de la vie (carte des formations, alternance, PRF et achats France Travail, transitions professionnelles, formations des salariés...).
 - Comment assurer une articulation de l'offre de formation initiale et continue sur l'ensemble du « cycle de vie » ?
- **Impulser une dynamique partenariale sur les enjeux économie-mutations-compétences**
 - Travailler notamment à la mobilisation / sensibilisation des entreprises, OPCO, Branches professionnelles... / faciliter la coopération entre les acteurs et les co-financeurs de l'accompagnement des entreprises et de la formation afin de garantir la complémentarité entre les dispositifs d'accompagnement et de formation (en comblant les zones non couvertes correspondant à un besoin détecté réel).
- **Concourir, en lien avec les travaux régionaux existants, à une meilleure connaissance, observation et identification des transitions environnementales / énergétiques / technologiques / sociales / numériques / conditions de travail pour faire évoluer les compétences en prenant en compte tous les intrants**
 - Apporter plus de cohérence et complémentarité dans les données collectées pour avoir des travaux prospectifs efficaces sur des secteurs économiques, des branches ou des territoires (compétences, métiers, emploi-formations).
 - Veiller à inscrire ces transitions dans les stratégies et dispositifs EFOP en cours et à venir. / Comment faire pour que l'expression du besoin d'une entreprise et/ou d'un territoire soit efficace, prise en compte dans le système de formation ?

Lexique :

AFEST : Actions de Formation En Situation de Travail / **C2P** : Compte Professionnel de Prévention / **CAR** : Comité de l'Administration Régionale / **CEP** : Conseil en Évolution Professionnelle / **CPA** : Compte Personnel d'Activité / **CPF** : Compte Personnel de Formation / **CREFOP** : Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles / **CRPE** : Comité Régional Pour l'Emploi / **CPRDFOP** : Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles / **DÉFI** : Développement de l'Emploi par des Formations Inclusives / **EFOP** : Emploi, Formation-Orientation Professionnelles / **FIPU** : Fonds d'Investissement de Prévention pour la prévention de l'Usure professionnelle / **GPECT** : Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale / **IBC** : Identification des Besoins en Compétences / **OPCO** : Organisme Paritaire Collecteur / **SPRO** : Service Public Régional d'Orientation / **SRADDET** : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires / **SRDEII** : Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation / **RPE** : Réseau Pour l'Emploi / **VAE** : Validation de l'Acquis par l'Expérience

Commission 3

Orientation, Sécurisation des parcours, Relations entreprises et actifs

Président : élu(e) Conseil régional

Rapporteur : Partenaires sociaux – Organisations syndicales de salariés (CFDT)

Référent SP CREFOP : SP Organisations syndicales de salariés (CFDT)

Mandat de la commission :

- Traite du sujet de la **sécurisation des parcours professionnels** (développement des compétences des salariés, suivi des dispositifs de transition et d'évolution professionnelle, VAE, AFEST, DEFI, FIPU ...), assurer et favoriser le suivi du développement des dispositifs de transitions professionnelles.
- Concourir à une **meilleure orientation des publics** (suivi du SPRO et des dispositifs de lutte contre le décrochage ; suivi des actions régionales concourant à l'attractivité des métiers) en favorisant la coordination des acteurs de l'emploi-formation-orientation.
- **Suivre et impulser**, en lien avec les acteurs régionaux, la **dynamique partenariale sur l'évolution professionnelle des publics** (CEP, CPF, C2P, FIPU...) dans une perspective d'articulation avec le SPRO ; suivre les évolutions de la mobilisation des dispositifs sur les territoires en identifiant les bonnes pratiques et les signaux faibles ; mobiliser les travaux régionaux et nationaux conduits sur l'évolution des compétences des salariés dans une perspective de coordination/cohérence par rapport aux orientations du CPRDFOP.
- **Organiser et articuler la communication du CREFOP vis-à-vis des salariés et non-salariés** afin de mieux faire connaître leurs droits en matière d'évolution des compétences et de formation tout au long de la vie.
- Conduire des travaux et **mettre en visibilité les études existantes concourant à mieux connaître et mesurer l'impact des nouvelles formes et des nouvelles organisations de travail** au sein des entreprises dans un contexte d'anticipation et d'accompagnement des mutations économiques.
- Organiser et favoriser, en lien avec les OPCO et les branches professionnelles, un **travail collaboratif sur l'émergence des réponses en matière d'attractivité des métiers** dans les secteurs dits en tension.



Nouvelle articulation des travaux du CREFOP - 2025



CREFOP Plénier



Bureau du CREFOP

Un secrétariat permanent quadripartite
(animation, coordination, impulsion et appui aux membres, valorisation et partenariats)



Commission 1
Comité régional pour l'emploi
CRPE

Commission 2
Besoins en compétences des
entreprises et des territoires :
identification et réponses

Commission 3
Orientation, Sécurisation
des parcours, Relations
entreprises et actifs

L'inclusion et l'égalité comme enjeu transversal à l'ensemble des commissions
Groupes de travail thématiques avec début/fin de fonctionnement

Une conférence des financeurs pourra être activée en fonction des besoins